



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

manifestations

Question au Gouvernement n° 2257

Texte de la question

BARRAGE DE SIVENS

**M. le président.** La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Christian Jacob.** Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, le 6 septembre dernier, vous teniez devant les Jeunes agriculteurs les propos suivants : « Mobiliser la ressource en eau est un élément décisif pour l'installation des jeunes agriculteurs. C'est pour cela que nous avons tenu bon à Sivens », disiez-vous. « Les travaux de ce barrage vont enfin commencer, et il s'agit simplement d'appliquer le droit. » (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

**M. Jacques Myard.** Bravo !

**M. Christian Jacob.** Eh bien oui, monsieur le Premier ministre, c'est bien le moins que l'on puisse attendre d'un gouvernement : appliquer le droit et garantir l'ordre républicain !

Comme tous les Français, nous avons été émus et profondément affectés par la mort de Rémi Fraisse. Mais comme tous les Français, nous ne supportons plus que des groupes de militants ultra-politisés saccagent tout sur leur passage, comme cela a été le cas à Dijon, à Nantes, à Toulouse ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

À ce stade, il est indispensable de vous entendre, monsieur le Premier ministre, sur la position de votre gouvernement. Les Français doivent savoir si, oui ou non, vous incarnez l'autorité de l'État ! Ils doivent savoir si la violence inacceptable de quelques militants politiques vous a paralysé et vous a tétanisé !

Nous avons l'habitude de vous entendre dans cet hémicycle, monsieur le Premier ministre. Vous allez sans doute, pour me répondre, prendre un ton martial, avoir le verbe haut, avoir le verbe fort. Mais la réalité, la triste réalité, c'est que les Français voient bien que lorsqu'il s'agit d'agir, il n'y a plus personne à la barre, vous n'êtes plus là, vous vous défaussez ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP*)

Ma question est simple : allez-vous, oui ou non, céder devant des militants d'extrême gauche, devant des voyous, devant des casseurs ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le président Jacob, je me suis exprimé ici même, dans cet hémicycle, il y a une semaine, et j'avais trouvé, me

semble-t-il, un écho dans cette assemblée. D'abord, comme l'a fait il y a un instant, de nouveau, la ministre de l'écologie, en pensant à ce jeune homme qui a trouvé la mort dans des circonstances qui doivent être éclairées pleinement par la justice, après une enquête qui doit pouvoir se dérouler dans la plus grande sérénité ; et il est difficile d'admettre dans notre pays, grande démocratie, qu'on puisse mourir à l'occasion d'une manifestation, et pour un tel sujet.

J'ai eu l'occasion de dire ici, avec la plus grande fermeté, et nous pouvons nous retrouver là-dessus, monsieur Jacob – nul besoin d'anticiper mes propos et mon attitude –, sur la condamnation la plus ferme de la violence. Et moi, je ne dévie en aucun cas de cette ligne, et je condamne avec la plus grande fermeté toutes les violences à l'égard des forces de l'ordre. Je l'ai fait ici même, quand j'étais ministre de l'intérieur, quand, à quelques dizaines de mètres de l'Assemblée nationale, on s'en prenait aux forces de l'ordre. Et c'est au nom de cette cohérence, monsieur Jacob, c'est la mienne, que je condamne avec la plus grande fermeté les violences qui s'exercent à l'égard des forces de l'ordre ou des bâtiments publics (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et UMP et sur plusieurs bancs du groupe RRDP*) à Nantes, à Dijon ou à Toulouse.

Dans une démocratie comme la nôtre, on a le droit de manifester, de s'opposer, de voter. On ne peut en aucun cas, et sur n'importe quel sujet, accepter la moindre violence. Et sur cette condamnation de la violence, sur tous les sujets, vous me trouverez toujours au premier rang ; et je souhaite que chacun, à chaque fois, quels que soient les motifs de la manifestation, prenne exactement la même position, monsieur Jacob. En tout cas, encore une fois, moi, j'ai cette cohérence. Et sur ces sujets-là, je vous invite à ne pas faire trop d'amalgames...

**M. Christian Jacob.** Vous non plus !

**M. Marc Le Fur.** C'est vous qui les faites, les amalgames !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Précisément, on ne peut pas, monsieur Jacob, mettre dans le même paquet ceux qui s'opposent à un projet, quels que soient leurs motifs, qui manifestent pacifiquement, qui se sont désolidarisés des violences, et ceux qui s'en prennent aux bâtiments publics et aux forces de l'ordre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe UDI.*)

**M. André Chassaigne.** Très bien !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Et précisément, moi, je nous invite tous à éviter les amalgames. Nous sommes dans une société difficile, où il y a la violence, et, la ministre vient de le dire, où on a besoin, sur tous les sujets, non seulement de la légalité nécessaire, mais aussi de la légitimité qui s'impose. Et la ministre, encore une fois, réunira tout à l'heure tous les protagonistes de ce dossier...

**M. Philippe Folliot.** Ce n'est pas vrai !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** ...parce qu'on a besoin de retrouver du dialogue et de la sérénité.

**M. Maurice Leroy.** Et les parlementaires ?

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** On a besoin de retrouver, dans notre société, du dialogue et de la sérénité.

Je termine en vous disant quelque chose de très clair. Pour un gouvernement et dans un État de droit, il est hors de question de céder à la violence, notamment quand il s'agit de projets qui préparent l'avenir.

**M. Yves Fromion.** C'est ce qu'on verra !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Hors de question ! Et le Gouvernement, de ce point de vue, aura toujours la même attitude. Non seulement on ne cède pas à la violence, mais on a besoin d'éclairer nos concitoyens sur des projets qui sont utiles pour l'avenir, pour leur pays et pour leur région. Et j'espère qu'à ce moment-là, on se

retrouvera tous, précisément, pour porter l'avenir du pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

**M. Christian Jacob.** Dix ans d'études sur ce projet !

#### Données clés

**Auteur :** [M. Christian Jacob](#)

**Circonscription :** Seine-et-Marne (4<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2257

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

#### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [5 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 novembre 2014](#)